

Le retrait de Cuba de la liste des pays terroristes, une priorité pour la solidarité aux Etats-Unis



Le retrait de Cuba de la liste des pays terroristes, une priorité pour la solidarité aux Etats-Unis

La Havane, 1 Sept (RHC) L'activiste Calla Walsh a déclaré que le retrait de Cuba de la liste des pays soutenant le terrorisme est l'une des priorités sur lesquelles le Réseau de Solidarité aux Etats-Unis se concentre actuellement.

Cette mesure exacerbe les effets dévastateurs du blocus économique sur l'île, a averti Calla Walsh, coprésidente du NNOG (Réseau national sur Cuba) dans des déclarations à Prensa Latina à Washington.

L'inclusion injuste et illégale de Cuba dans cette liste unilatérale a été ordonnée par l'ancien président Donald Trump quelques jours avant la fin de son mandat en janvier 2021 et il l'a fait "pour punir et étrangler le peuple cubain", a-t-elle dit.

L'activiste a souligné que, malgré les graves effets de cette mesure, l'actuel président Joe Biden "l'a maintenue" alors que "Cuba n'est pas un État qui soutient le terrorisme. Cuba a été victime des États-Unis".

C'est pourquoi "nous faisons pression pour que Cuba soit retiré de la liste", a déclaré la coprésidente du réseau, qui a rappelé qu'il existe actuellement une campagne visant à recueillir plus d'un million de signatures de personnes du monde entier qui s'opposent au blocus.

Elle a notamment souligné qu'aux États-Unis, des personnes "se rendent à Cuba et, à leur retour, après avoir pris connaissance de la réalité de l'île, décident de former de nouvelles coalitions dans leurs villes pour s'organiser contre le blocus".

Elle a ajouté qu'ils ont vu "précisément cette année tant de nouvelles organisations se former en solidarité avec Cuba".

Il est très clair que ce blocus n'est pas populaire et que la politique de l'administration Biden à l'égard de Cuba ne représente en rien les intérêts du peuple américain ou du peuple cubain", a déclaré Calla Walsh.

Le blocus économique, commercial et financier des États-Unis contre Cuba a été officialisé en 1962 par le président John F. Kennedy, mais il s'agit d'une politique qui a commencé bien plus tôt, selon les experts. L'ordre de Kennedy a eu son antécédent le plus immédiat dans le mémorandum secret de Lester Mallory, sous-secrétaire d'État sous l'administration de Dwight Eisenhower (1953-1961).

Dans son mémorandum du 6 avril 1960, Mallory conseillait de priver Cuba "d'argent et de fournitures, de réduire ses ressources financières et ses salaires réels, de provoquer la famine, le désespoir et le renversement du gouvernement", une ligne qui reste inchangée plus de six décennies plus tard.

La nation antillaise a été retirée en 2015 de la liste des États soutenant le terrorisme pendant la dernière phase du mandat de Barack Obama (2009-2017), mais Trump l'a rétablie comme l'un des derniers actes de son mandat et en correspondance avec la politique de pression maximale qu'il a appliquée à l'égard de Cuba. Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/332961-le-retrait-de-cuba-de-la-liste-des-pays-terroristes-une-priorite-pour-la-solidarite-aux-etats-unis>



Radio Habana Cuba